



20 MAI 2024

EUROPE INFO HEBDO



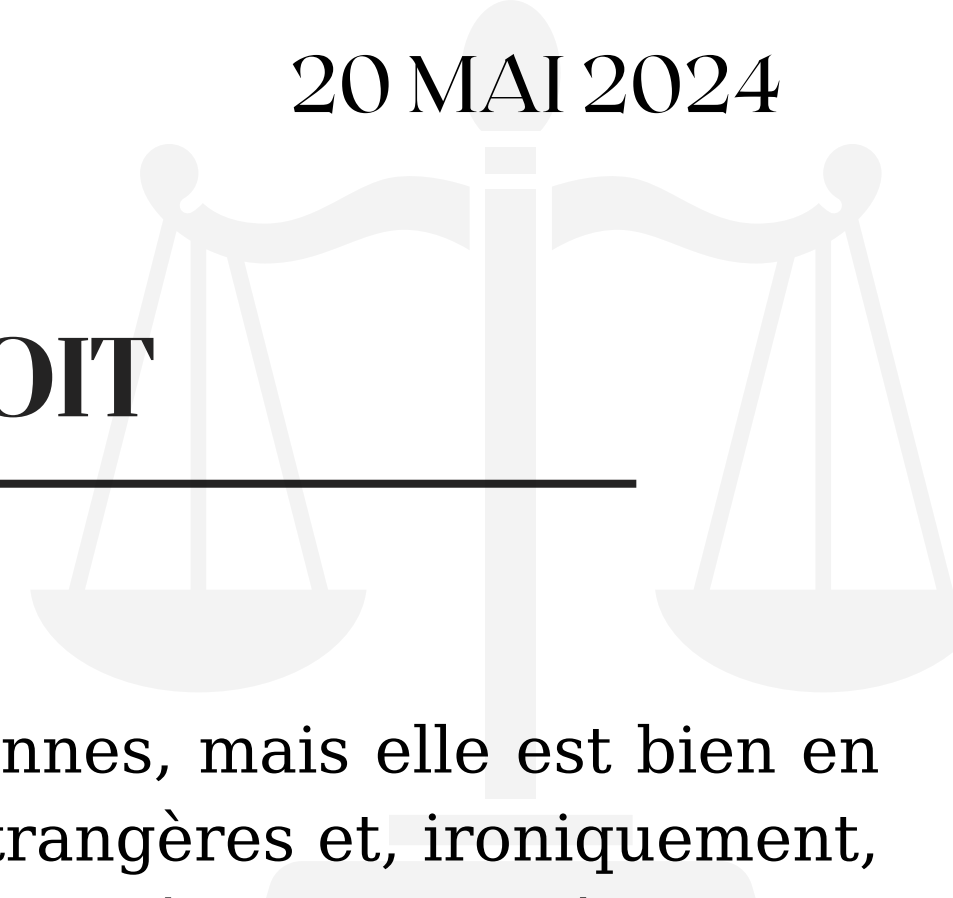
TOP JOBS, LUTTES D'INFLUENCE ET TOURNÉE DE XI.

Bonne lecture!

Elise BERNARD,
Edouard GAUDOT
Alexandre SIMONIN.



ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT



ÉLECTIONS, URSULA'S SPELL

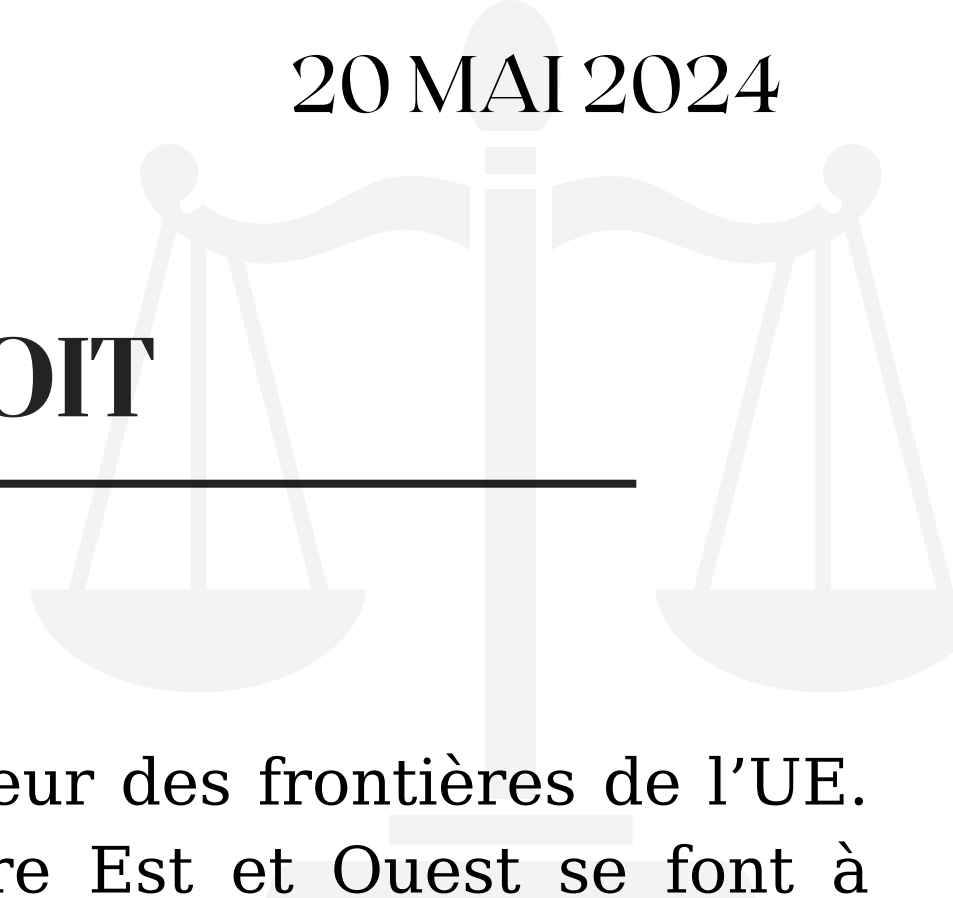
Ursula von der Leyen n'est pas candidate aux élections européennes, mais elle est bien en campagne. Compétitivité, Défense, lutte contre les ingérences étrangères et, ironiquement, protection de la nature : Euractiv fait le tour des principaux thèmes abordés par la présidente de la Commission européenne, lors de ses visites de campagne à Split, Rome et Copenhague.

- Malgré la dynamique des droites radicales et extrêmes (cf. EIH 12/5/24) aucune projection ne met en doute la victoire relative du PPE au lendemain du scrutin, ni la deuxième place des Sociaux-démocrates.
 - La question est plutôt de savoir quel est l'ordre d'arrivée ensuite, en particulier pour les libéraux.
 - C'est la question que se pose l'agrégateur de tendance Europe Elects.
 - On pourra y retrouver aussi la projection des sièges, pays par pays.
- Les rapports de force et les hiérarchies entre les différentes familles politiques, au soir du 9 juin 2024, font partie des données structurantes pour les négociations des "top jobs".
 - Il est donc question de l'attribution formelle des principaux postes de responsabilité dans l'architecture des institutions européennes :
 - les présidences de la Commission, du Conseil européen, du Parlement et le poste de Haut-Représentant, sorte de ministre des Affaires étrangères de l'UE sans le titre.
 - A ceux-ci pourrait bien venir s'ajouter le nouveau poste de Commissaire pour la Défense promis par U. von der Leyen en cas de réélection.
 - Un poste qui pourrait être attribué à un pays balte ou d'Europe centrale, afin de souligner le soutien européen à l'Ukraine.
 - Comme pour la désignation potentielle de Kaja Kallas au poste de Haute Représentante (cf. EIH 12/5/24).
 - Par ailleurs le poste de Commissaire à la défense intéresse le ministre des affaires étrangères polonais, Radoslaw Sikorski.

Les élections n'ont pas eu lieu, mais le domino a commencé à s'ébranler. On vous propose d'en retrouver la fascinante complexité dans l'épisode 1 de la Saison 2 de la comédie satirique Parlement sur FranceTV - "top jobs magic circus".



ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT



ÉLECTIONS

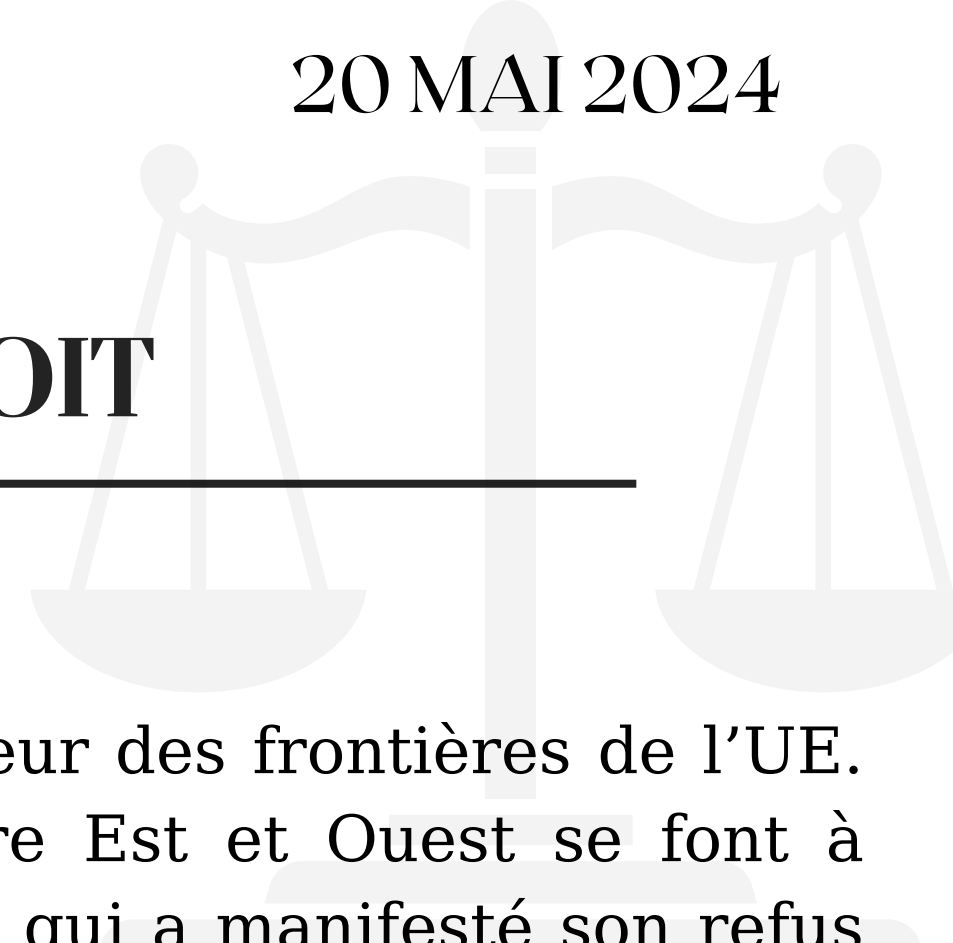
ITSUMI MARIO !

Le sort de l'Europe se joue de plus en plus nettement à l'extérieur des frontières de l'UE. Comme une impression de déjà vu, les luttes d'influence entre Est et Ouest se font à l'extérieur des principaux intéressés. A l'exception de l'Ukraine, qui a manifesté son refus de l'hégémonie russe et son modèle oligarchique de société, en ripostant à l'entrée des chars d'assaut russes. En Géorgie, en Moldavie, et en Macédoine du Nord, les situations sont différentes mais leur rapport à l'Union européenne témoigne de ces oppositions et de la stabilité du continent à l'ombre de la guerre en Ukraine, commente Pierre Haski.

- Le 14 mai 2024, alors que l'Hymne à la joie résonne devant le Parlement à Tbilissi, les députés s'opposent - même physiquement - lors du vote de la loi qui secoue ce pays du Caucase depuis mars 2023 (V. EIH 28.04.24. Et EIH 06.03.23.
 - La loi supposée contrôler l'influence étrangère, calquée sur une loi similaire en Russie a donc été adoptée par 84 voix contre 30.
 - Le vote a été maintenu malgré la très forte mobilisation populaire dans la rue.
 - Aussitôt après le vote, la police a violemment dispersé les manifestants.
- La loi sur les agents étrangers a eu des conséquences dramatiques sur la société civile organisée en Russie, ce dont de nombreux Géorgiens ont l'air d'avoir conscience.
 - Elle exige que toute organisation qui reçoit un soutien non russe se déclare comme « agent étranger ».
 - L'expression même d'« agent étranger » (иностранный агент) renvoie indiscutablement à l'époque de l'espionnage de l'époque de la guerre froide.
 - La loi est entrée en vigueur en réponse aux manifestations contre le retour de Vladimir Poutine au Kremlin en 2012.
 - Elle a donc été conçue pour limiter les ONG indépendantes susceptibles de rendre visibles les opposants à V. Poutine.



ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT



GÉORGIE, ÉLARGISSEMENT, RUSSIE,

RULE OF FLAW

Le sort de l'Europe se joue de plus en plus nettement à l'extérieur des frontières de l'UE. Comme une impression de déjà vu, les luttes d'influence entre Est et Ouest se font à l'extérieur des principaux intéressés. A l'exception de l'Ukraine, qui a manifesté son refus de l'hégémonie russe et son modèle oligarchique de société, en ripostant à l'entrée des chars d'assaut russes. En Géorgie, en Moldavie, et en Macédoine du Nord, les situations sont différentes mais leur rapport à l'Union européenne témoigne de ces oppositions et de la stabilité du continent à l'ombre de la guerre en Ukraine, commente Pierre Haski.

- Le 14 mai 2024, alors que l'Hymne à la joie résonne devant le Parlement à Tbilissi, les députés s'opposent - même physiquement - lors du vote de la loi qui secoue ce pays du Caucase depuis mars 2023 (V. EIH 28.04.24. Et EIH 06.03.23.
 - La loi supposée contrôler l'influence étrangère, calquée sur une loi similaire en Russie a donc été adoptée par 84 voix contre 30.
 - Le vote a été maintenu malgré la très forte mobilisation populaire dans la rue.
 - Aussitôt après le vote, la police a violemment dispersé les manifestants.
- La loi sur les agents étrangers a eu des conséquences dramatiques sur la société civile organisée en Russie, ce dont de nombreux Géorgiens ont l'air d'avoir conscience.
 - Elle exige que toute organisation qui reçoit un soutien non russe se déclare comme « agent étranger ».
 - L'expression même d'« agent étranger » (иностранный агент) renvoie indiscutablement à l'époque de l'espionnage de l'époque de la guerre froide.
 - La loi est entrée en vigueur en réponse aux manifestations contre le retour de Vladimir Poutine au Kremlin en 2012.
 - Elle a donc été conçue pour limiter les ONG indépendantes susceptibles de rendre visibles les opposants à V. Poutine.



ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT

MOLDAVIE, MACÉDOINE DU NORD, ÉLARGISSEMENT, RUSSIE,

CRAWL RULES

L'UE ne peut vraiment plus se permettre de se désintéresser du sort de ses voisins, en particulier lorsqu'ils sont candidats à l'adhésion, sous prétexte qu'il faudrait - d'abord - réformer ses institutions en interne ou mettre fin à l'élargissement. Que risque la Géorgie si elle n'adopte pas cette loi sur les financements de l'étranger d'inspiration clairement poutinienne ? Certains s'imaginent qu'elle pourrait subir le même sort que l'Ukraine. Car la portée politique de cette législation est d'abord d'éloigner Tbilissi de l'UE.

- Pour sûr, une telle législation n'est pas compatible avec le statut de candidat à l'UE : la Géorgie risque donc de se voir bloquée dans son avancée vers l'adhésion.
 - Le veto posé par la présidente Salomé Zourabichvili et la démission de l'ambassadeur Gotcha Javakhishvili sont manifestes de cette opposition entre ceux qui pensent que faire plaisir au Kremlin assure la paix et ceux qui pensent l'inverse.
 - Les deux s'annoncent clairement mener leurs actions dans le sens de l'adhésion.
- C'est dans cette position que se montre franchement la Moldavie : plier sous les menaces du Kremlin n'empêchera pas ses ambitions expansionnistes, adhérer à l'Union européenne constitue une meilleure option.
 - Consciente du danger et claire dans ses positions, Chisinau s'apprête à signer un accord de sécurité avec l'Union européenne,
 - Sont prévus : la fourniture d'armes financées par les 27, des échanges de renseignements, de manœuvres communes.
 - La Moldavie assume totalement son statut de candidate à l'UE.
 - Le danger est réel, comme en Géorgie, puisqu'un tiers de son territoire est occupé par des forces russes.
- Enfin, la trop souvent oubliée Macédoine du Nord, candidate à l'Union européenne depuis bientôt 20 ans, a élu une nouvelle présidente de la République, Gordana Siljanovska, qui semble vouloir mettre fin aux avancées en direction de l'UE.
 - Le potentiel de déstabilisation dans les Balkans est considérable.
 - La Russie n'est pas seule en cause, la Chine, la Turquie, l'Iran, y voient un « ventre-mou » du continent qui peut servir leurs intérêts.
 - Les citoyens macédoniens se retrouvent partagés entre des aspirations à rejoindre l'Union et une affirmation de leur nation.
 - C'est un impensé géopolitique qui risque de coûter cher.
-



EUROPE GÉOPOLITIQUE

CHINE, FRANCE, SERBIE, INFLUENCE, ON TOUR

Entre le 5 et le 10 mai 2024, le numéro 1 chinois, Xi Jinping, a entrepris sa première tournée diplomatique en Europe depuis cinq ans et la fermeture du pays des suites de la crise sanitaire. Mais sans passer par Bruxelles : dans la perspective chinoise, l'UE n'est pas un bloc, et il faut courtiser individuellement les pays européens (comme il l'avait fait déjà avec Paris, ou comme Berlin l'a tenté, cf. EIH 21/4/24), pour éviter de se retrouver face à une Europe unie.

- Sur fonds de tensions géopolitiques, il s'agissait aussi pour le dirigeant chinois de témoigner son soutien indéfectible à la Russie de Vladimir Poutine et de manifester son opposition à la domination américaine dans le contexte tendu d'une nouvelle "guerre froide" sino-américaine.
 - Le choix des pays à visiter n'était donc pas anodin et revêtait une grande importance stratégique.
 - La comparaison avec l'organisation du bouclier anti-missile qui protège Israël fait spéculer certains observateurs sur le parallèle - l'UE aurait-elle les moyens de sa volonté de puissance ?
- Le président chinois a donc opté pour un triptyque relativement étonnant aux premiers abords : la France, la Serbie et enfin la Hongrie.
 - Le Financial Times a qualifié la tournée européenne de Xi Jinping de 'non-productive' dans l'un de ses éditoriaux, mais c'est une question de perspectives.
- Commencer par la France relevait d'abord du symbole.
 - Le 6 mai 2024 marquait les 60 ans des relations franco-chinoises, un symbole puissant pour la Chine car la France se présente comme le candidat idéal en raison de son indépendance historique vis-à-vis des États-Unis.
 - Ses prises de décisions audacieuses contre son allié traditionnel, en passant de la sortie du commandement intégré de l'OTAN par le Général de Gaulle en 1966, ou le discours de Dominique de Villepin contre l'intervention en Irak à l'ONU en 2003.
 - Cela s'est ressenti par les maintes allusions historiques sur le général de Gaulle faite par le leader chinois, comme le rapport l'organe anglophone officiel du parti communiste chinois.
- Autre symbole : la visite à Belgrade commémorait aussi l'incident tragique du bombardement de l'ambassade chinoise de Belgrade, où trois journalistes chinois avaient perdu la vie lors d'une frappe de l'OTAN menée par les États-Unis en 1999, en pleine guerre du Kosovo.
 - À l'époque, cet événement avait déclenché une forte réaction nationaliste en Chine, une mémoire régulièrement ravivée pour ses besoins par le PCC.
 - Une commémoration qui permet donc de manière explicite de rappeler le coût des ingérences américaines, et souligner en conséquence la nécessité d'un nouvel ordre international.



EUROPE GÉOPOLITIQUE

CHINE, SERBIE, HONGRIE, INFLUENCE, XICORÉ

Serbie et Hongrie ont une place particulière dans la vision chinoise de l'Europe, rappelle Pierre Haski dans son éditorial sur la visite de Xi en Europe. Au cours de la décennie précédente, la Chine a investi massivement dans des infrastructures en Serbie, notamment dans une ligne de chemin de fer reliant la Serbie et la Hongrie. Cette visite constitue également un signal fort pour démontrer que le format des "17+1" fortement affaibli par les défections des pays baltes en 2022 et de l'Italie en 2023, reste actif et bénéfique. En maintenant des relations individuelles et privilégiées avec Budapest et non seulement la France et l'Allemagne, Pékin s'assure aussi de relais à la table du Conseil européen et de l'UE.

- La Hongrie a également pu bénéficier de financement de grands programmes d'infrastructures, la Chine étant devenu le premier investisseur en Hongrie en 2023 (cf. EIH 28/1/24).
 - De nouveaux projets ont déjà été annoncés tels que la construction d'un oléoduc entre la Serbie et la Hongrie ou bien le développement de la filière nucléaire hongroise, pourtant chasse gardée du russe Rosatom.
 - La visite permet ainsi de récompenser le président Viktor Orbán pour son attitude de cavalier seul au sein de l'Europe.
 - Une position encouragée par la Chine, qui cherche à diviser l'Europe afin d'en tirer des accords bilatéraux commerciaux les plus favorables possibles.
 - Et de freiner éventuellement les procédures à son encontre (cf. EIH 10/3/24), comme celle sur le dumping de ses véhicules électriques.
 - Le plan du G7 permettrait de lever plus de fonds en s'appuyant sur les taux d'intérêt eux-mêmes.

Dans cette perspective, le choix de la Hongrie est aussi lié au calendrier européen puisque Budapest assumera la présidence tournante de l'Union européenne à partir de juillet 2024.



EUROPE GÉOPOLITIQUE

CHINE, FRANCE, HONGRIE, BULGARIE, XI FU MI

Malgré ses efforts, Xi n'a pas réussi à séparer la France de l'Europe. Paris a joué la carte de l'unité européenne.

- Quelques jours avant la venue du président chinois, le président français s'est entretenu avec Olaf Scholz, le chancelier allemand, afin de coordonner leurs positions pour la visite à venir.
 - En outre, Emmanuel Macron a profité de la visite du numéro un chinois pour inviter Ursula von der Leyen - soulignant l'unité européenne sur les sujets sensibles.
 - En particulier celui de l'enquête antidumping sur les importations de véhicules électriques chinois, couplée à l'ouverture d'une autre sur les importations de turbines éoliennes (avril 2024).
 - Enquête ouverte sur la base d'un nouvel instrument de l'UE, le règlement sur les subventions étrangères, dont les effets sont aussi considérés comme potentiellement nocifs pour l'unité européenne, selon cette analyse de Alan Beattie pour le FT.
- Les relations économiques avec la Chine se tendent. D'autant que les firmes européennes se sentent moins enclines à investir en Chine, selon une enquête de la Chambre de Commerce de l'UE en Chine.
 - Toujours en avril, une enquête sur la fourniture de trains électriques en Bulgarie a été annoncée en vertu de l'instrument international sur les marchés publics adopté en 2022.
 - Elle cible les mesures et les pratiques sur le marché chinois des dispositifs médicaux qui, selon la Commission européenne, sont injustement discriminatoires à l'égard des entreprises et des produits européens.
 - L'UE s'émeut aussi du modèle économique chinois hautement subventionné qui submerge les marchés d'exportation à bas coûts, y compris à perte, pour établir ses positions dominantes.
-